

Réponse du SER à la consultation publique de la CRE relative aux prestations annexes réalisées sous le monopole de RTE

Q1 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE sur le périmètre, le montant et les conditions de versement des pénalités ainsi que sur le tarif de la prestation ?

Périmètre de responsabilité

Les producteurs souhaitent d'abord souligner que l'exclusion du périmètre de responsabilité de la partie terrestre du raccordement ne se justifie pas. En effet, l'objectif que sous-tend (elle ne l'atteint pas vraiment) cette prestation est celui de la couverture du risque de défaillance des moyens d'évacuation de la puissance des sites offshore. Or il convient d'observer que quel que soit la zone du raccordement en défaut, la conséquence est la même pour le producteur. Il ne s'agit pas ici de traiter différemment des aléas de probabilité d'apparition ou de temps de résorption différents mais de traiter l'impact d'une défaillance du réseau d'évacuation, qui lui, ne dépend pas de la zone de survenue. De plus, RTE est supposé avoir une maîtrise certaine de problématiques à terre, on comprend alors encore moins la raison de l'exclusion du périmètre de la partie terrestre.

Si toutefois ce schéma devait persister on souhaitera comprendre si la jonction d'atterrissage est incluse dans le périmètre ici proposé, ou plus simplement connaître avec précision la limite entre les domaines terrestre et maritime.

De même la notion d'avarie, si elle n'est pas précisée par ailleurs demande à l'être, et avec elle les éventuelles clauses exonératoires dont RTE pourrait bénéficier.

Engagement

La compréhension des producteurs de l'engagement de RTE proposé à travers cette prestation annexe ne relève pas d'un service à proprement parler. En effet, comme cela est bien souligné dans la consultation soumise, RTE, au titre de ses engagements du CART, « ses meilleurs efforts pour réduire la durée de l'Indisponibilité ». A la lecture de la proposition, il semble que lorsqu'aucun problème ne survient, la souscription de cette prestation engendrera un gain pour RTE, sans aucun moyen humain ou technique mis en place. La prestation n'inclut pas la mobilisation par RTE de moyens supplémentaires par rapport aux modes opératoires standards.

D'autre part, il a été indiqué qu'aucune discrimination ne serait effectuée dans le cas d'une souscription uniquement par certains opérateurs, et enfin rien n'est prévu dans le cas où RTE n'est pas capable de résoudre l'indisponibilité.

Aussi la prestation n'est pas réellement une couverture assurantielle (en tout cas peu compétitive en première approche), ni un engagement de moyens, ni la garantie de voir son câble réparé en priorité.

Indemnités

Le montant des pénalités limité à 100k€/jour (pour deux câbles de 250 MW), est très insuffisant au regard des conséquences financières pour les futurs propriétaires de l'installation. Le montant des pénalités ainsi que leurs conditions de versement ne constituent donc pas à ce titre une protection satisfaisante pour futurs producteurs. Le niveau des pénalités, qui est très loin de couvrir le préjudice, apparaît comme une simple incitation de RTE, qui encore une fois est normalement inutile au regard des engagements pris dans le CART par le GRT. Des pénalités décorrélées ou sous-dimensionnées par rapport au préjudice exposent les producteurs à la faillite en cas d'indisponibilité prolongée.

Au regard du niveau de couverture, le tarif proposé ne semble pas justifié, tout comme le délai de carence (60 jours) qui est jugé trop important. Les producteurs auraient souhaité comprendre la méthodologie d'établissement du tarif. Ce délai de carence semble correspondre au niveau de franchise qu'un assureur prendrait en considération pour assurer tout ou partie du risque de défaillance. Ce délai de carence n'est donc pas transférable aux assureurs à un coût raisonnable.

Le plafonnement à 365 jours crée un problème majeur dans la mesure où aucune disposition contractuelle n'est prévue lors de l'atteinte de ce plafonnement. Par ailleurs, RTE n'étant plus pénalisé, il n'est donc plus incité financièrement à rétablir la disponibilité du câble au-delà de cette durée. Les producteurs souhaiteraient être informés la réflexion qui a permis d'établir ce plafond.

Q2 : S'agissant des propriétaires ou des futurs propriétaires d'installations de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable en mer, pouvez-vous indiquer si vous envisagez de souscrire la nouvelle prestation proposée par RTE telle que décrite précédemment ?

La prestation proposée par RTE souligne le besoin des producteurs plus qu'elle ne le comble. Elle reste toutefois une forme d'avancée, mais en l'état les producteurs n'envisagent pas d'y souscrire, n'y voyant pas de bénéfice potentiel.

Toutefois si le niveau de pénalité en regard du tarif demandé venait à évoluer positivement, cette prestation pourrait avoir l'intérêt de diminuer le coût assurantiel global. Il faut ajouter cependant qu'une évolution de ces paramètres ne saurait suffire et RTE devrait être capable de décrire les modes opératoires standards prévus en cas d'indisponibilité du réseau d'évacuation, et porter à la connaissance des producteurs tout élément qui permettrait d'appréhender les plans de maintenance préventive et curative.